

EMSEMBLE 2019 #5 Cottobre 2019 #6 Cottobre 2019

▶ PRÉPARER LES ÉNERGIES DE DEMAIN EN ÎLE-DE-FRANCE

Édito

ENSEMBLE ALLER PLUS LOIN DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Enjeux

GNV : INTERVIEW DE PHILIPPE PIERI DIRECTEUR STRATÉGIE, ACHATS ET RSE TRANSPORT, GROUPE CARREFOUR

Sécurité industrielle

LES ENDOMMAGEMENTS DE RÉSEAUX NE SONT PAS



Édito

Olivier Bécaud
Délégué Concessions
Direction Clients Territoires Île-de-France



ssurer la transition énergétique sur tous nos territoires est un impératif. C'est l'engagement des États à la suite de la Cop 21 que de limiter le réchauffement climatique. Nous sommes tous motivés et mobilisés pour donner réalité à cet enjeu d'un monde décarboné. Partenaire des collectivités, des industriels et du monde agricole, GRDF a pour mission de les accompagner dans leur politique énergétique et leur action au quotidien. La région Île-de-France « a retenu, dans son plan climat, un scénario offensif de développement des ENR, basé notamment sur les gaz renouvelables », ainsi que l'expliquait Jean-Philippe Dugoin-Clément, son vice-président en charge de l'Environnement et du Développement durable, dans un précédent numéro d'Ensemble. Nous sommes là pour imaginer, avec vous, comment aller plus loin dans la transition énergétique. Et nous avons la responsabilité de faire réussir le gaz vert.

Le réseau de gaz est en effet un formidable

atout pour décarboner nos activités. Chauffage, transports durables, peuvent être assurés avec une infrastructure présente et déjà financée, disponible, résiliente et très discrète.

Choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir. GRDF est entré dans la troisième révolution gazière. Après la création des grands réseaux, après l'avènement du gaz naturel, c'est aujourd'hui à la généralisation du gaz renouvelable que nous nous attachons. Ensemble, nous permettrons aux Franciliens de disposer d'ici 2050 de 100% de gaz renouvelable dans vos réseaux qui sont un levier essentiel de ce grand défi des territoires.

Partenaires des collectivités, nous accompagnons l'ensemble des décideurs dans leurs choix. Car face à la complexité des enjeux et à la diversité des solutions, il n'est pas toujours simple de trouver sa propre voie et les bonnes informations.

Ensemble, nous voulons créer les conditions d'une « intelligence collective du gaz vert » et inviter chacun à puiser l'inspiration

qui l'aidera à accélérer sa transformation énergétique.

C'est dans cette optique que nous avons repensé *Ensemble*, votre lettre d'information, pour en faire un véritable outil de partage d'idées et de bonnes initiatives, un catalyseur pour passer à l'action.

Plus ergonomique, plus accessible, plus dans l'air du temps, *Ensemble* se décline autour d'un site d'information, un blog ouvert à tous. Il est complété d'une newsletter que vous recevrez tous les trimestres et d'un magazine papier.

Avec un nouveau design favorisant la lecture et le partage, ce nouveau dispositif se veut accessible et didactique, dans l'objectif d'éclairer, d'aider à l'appropriation, de donner envie de passer à l'acte; il est ouvert à des experts et intervenants externes afin de dresser un large panorama des solutions offertes par votre réseau de qaz.

Nous sommes heureux de vous y retrouver et vous souhaitons bonne lecture. ●

ensemble-grdf.fr



véhicules roulent au GNV, dont 410 bus et cars. C'est 26 % de la flotte GNV nationale.



_____ **+** de

stations GNV existent actuellement et 15 nouvelles stations publiques vont ouvrir d'ici 2021.



En France

100

dont 13 en Île-de-France, injectent d'ores et déjà du gaz vert dans les réseaux gaziers.

ENIEUX

Le gaz se verdit en Seine-et-Marne

CONTRAT DE CONCESSION

Le SDESM (Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne) et GRDF ont signé un contrat de concession de distribution de gaz d'une durée exceptionnelle de 40 ans. Rencontre avec Pierre Yvroud, président du SDESM, et acteur engagé dans la transition énergétique du territoire Seine-et-Marnais.

Que représente ce contrat pour vous?

Le SDSEM exerce la compétence gaz depuis 2016 et ce, déjà, pour la moitié des communes desservies en gaz du département. Nous avons souhaité disposer d'un seul contrat pour nos 169 communes. Ce contrat, que nous avons co-construit avec GRDF, est adapté à notre réalité. C'est pourquoi j'ai voulu l'inscrire dans la durée.

Avec la signature de ce contrat unique, quels objectifs souhaitez-vous atteindre?

Nous recherchons activement à participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de notre politique énergétique. Le contrat prévoit que nous puissions disposer d'indicateurs de performance ambitieux pour la qualité de distribution et de réaliser un contrôle du concessionnaire plus précis sur la maintenance et la sécurité du réseau de distribution de gaz.

Vous avez également signé avec GRDF deux conventions de partenariat, pouvez-vous nous en dire plus?

La première convention nous permettra d'accompagner nos communes adhérentes dans la conversion de leurs chaudières fioul et propane en chaudière gaz performantes dans les bâtiments communaux, afin de réduire leur consommation d'énergie, diminuant ainsi leur empreinte carbone comme leur facture. La deuxième convention prévoit l'installation de concentrateurs sur les mâts d'éclairage public par GRDF lors des travaux que nous réalisons. Il s'agit de compléter l'infrastructure des compteurs communicants gaz afin de mieux maîtriser la consommation d'énergie.



En Seine-et-Marne, le gaz se verdit pour devenir une énergie 100% renouvelable produite localement à partir de résidus agricoles ou d'effluents d'élevage: on y compte déjà 10 unités de méthanisation agricoles. La concession de distribution de gaz couvre 1300 km de réseau et 40000 clients consommant environ 1,2 TWh'. En 2018, près de 4,50 M€ y ont été investis par GRDF, dont 45% pour le développement du réseau et 28% pour l'adaptation et la sécurisation des ouvrages.

UN NOUVEAU DIRECTEUR CHEZ GRDF EN ÎLE-DE-FRANCE



Bertrand de SinglyDirecteur Clients Territoires,
GRDF Île-de-France

«C'est avec fierté que je me vois confier ces nouvelles responsabilités dans une région particulièrement engagée dans sa transition énergétique. Ma priorité sera toujours, avec l'ensemble de nos équipes, la recherche de la plus grande satisfaction de nos clients et en particulier les collectivités locales.»

Diplômé de l'École polytechnique, d'un MBA du Collège des ingénieurs et ingénieur en chef du corps des Ponts, des eaux et des forêts, Bertrand de Singly a débuté à la direction générale de l'énergie et des matières premières avant de rejoindre la direction générale du Trésor. Il a été conseiller technique au cabinet du ministre de l'Économie (2006 à 2007) puis du premier ministre (2009 à 2012). Conducteur de travaux chez Vinci Construction France, il a dès 2015 intégré GRDF en tant que délégué stratégie. Il a notamment co-piloté une étude avec l'Adème sur « une France 100 % gaz renouvelable en 2050 ».



Avec le biométhane, les Yvelines se mettent au vert

UNITÉ DE MÉTHANISATION DE LA GUÉVILLE: C'EST PARTI

Le chantier de la future unité de méthanisation de la station d'épuration (STEP) de la Guéville a été lancé fin juin 2018. Elle permettra dès 2021 d'alimenter en gaz vert le réseau local.

xploitée et cofinancée par le Syndicat Intercommunal de la Région de Rambouillet (SIRR), l'installation traitera 46 300 équivalents habitants d'eaux usées en provenance des communes locales et transformera en biométhane les boues et graisses collectées lors de l'épuration. Cette énergie 100 % renouvelable sera ensuite injectée dans le réseau exploité par GRDF.

Les 2 GWh de biométhane ainsi produits couvriront l'équivalent de la consommation de 18 bus circulant au BioGNV, ou de 670 logements «basse consommation ». Ce projet incarne les engagements du SIRR en faveur de la transition énergétique et de la valorisation des ressources inexploitées du territoire.



UNE IDÉE QUI FAIT DES ÉMULES

La dynamique de développement de la filière méthanisation s'enclenche dans les STEP franciliennes: en 2019, deux nouveaux sites valorisant les boues de stations d'épuration seront mis en service dans les Yvelines, aux Mureaux et à Saint-Cyr-L'École.

TRANSITION

Les animaux de la ferme de Grignon produiront du gaz vert

INJECTION DE BIOMÉTHANE

À Grignon, la ferme expérimentale d'AgroParisTech s'associe à GRDF pour injecter d'ici 2 ans dans le réseau gazier du biométhane produit à partir de ses déchets. Ce projet inédit en Île-de-France permettra de pérenniser l'agriculture locale.

haque année, ce sont quelque 10 500 tonnes de déchets organiques (lisiers et fumiers des 800 animaux de la ferme) qui seront valorisés via cette unité de méthanisation, qui injectera du biométhane dans le réseau de distribution pour alimenter les communes environnantes. Quant au digestat, le résidu de la méthanisation, il servira d'engrais naturel sur les 400 hectares de la ferme.

Engagée depuis 2006 à réduire ses consommations et émissions, la ferme dispose déjà depuis 2014 d'une unité de récupération du biogaz issu du stockage du lisier. Ce nouvel engagement à méthaniser l'ensemble de ses effluents d'élevage pour alimenter le réseau est un grand pas en avant pour cette exploitation responsable, qui travaille par ailleurs à sensibiliser ses visiteurs à l'économie circulaire.



INTERVIEW



Philippe Pieri Directeur Stratégie, Achats et RSE Transport, groupe Carrefour

LE GNV: ÇA ROULE CHEZ CARREFOUR

Pouvez-vous nous présenter la flotte de véhicules de Carrefour?

À ce jour, nous avons 3000 camions qui roulent quotidiennement en France pour approvisionner tous nos magasins.

Combien de véhicules circulent au GNV?

Nous avons 400 camions, soit plus de 13% de la flotte circulant au BioGNV.

Pourquoi avoir choisi le GNV?

Au regard des retours d'expériences sur les tests que nous avons menés avec nos transporteurs sur les nouvelles motorisations, celle qui apparaissait la plus adaptée à nos exigences opérationnelles, techniques, sonores, sociétales et environnementales, est la motorisation gaz, et plus particulièrement le BioGNV.

En termes économiques, quel modèle d'avitaillement avez-vous mis en place pour alimenter les véhicules de vos transporteurs?

Nous privilégions chez Carrefour le bioGNV et nous nous avitaillons avec des stations publiques de distribution proches de nos entrepôts, qui sont raccordées au réseau de distribution de gaz naturel.

Pourquoi ce choix?

En premier lieu, nous avons fait ce choix pour des objectifs environnementaux - afin de réduire nos émissions de CO₂ - et sociétaux, au travers des externalités positives sur la santé publique (baisse des NOX et des particules fines). En choisissant le BioGNV, nous rentrons aussi dans une forme d'économie circulaire (traitement des déchets en gaz renouvelable). Ensuite, nous avons également choisi le gaz carburant en version GNC (Gaz naturel comprimé) pour sa sûreté d'approvisionnement.

En 2019, le retour sur investissement est-il au rendez-vous?

Notre modèle nous permet d'affirmer que le coût total d'exploitation d'un véhicule au gaz n'est pas plus cher qu'un véhicule diesel présentant les mêmes caractéristiques.

Pensez-vous que les coûts de la logistique vont augmenter dans les années à venir?

C'est fort probable au travers de la fiscalité, des réglementations et des nouvelles normes mises en place.

Quelle est votre ambition pour le GNV dans les prochaines années?

D'ici fin 2022, notre ambition est de déployer plus de 1 100 véhicules hors diesel



es dommages aux ouvrages sont une réelle préoccupation en Île-de-France. Depuis dix ans, ceux-ci ont toutefois été réduits de moitié sur les réseaux de gaz et ce grâce, d'une part, aux effets du décret anti-endommagement et, d'autre part, aux actions locales menées par GRDF ou certaines collectivités

comme le Service public du gaz, de l'électricité et des énergies locales en île-de-France (Signeif)

Pour prévenir les risques lors de l'exécution des grands travaux urbains et continuer dans cette dynamique de réduction, les opérateurs de réseaux sensibles, sous l'égide de l'Observatoire des risques travaux sur réseaux ont mis en place un dispositif de prévention et de sensibilisation: « Balises de sécurité 2018-2024 ». Cette action est portée sur le territoire francilien par le pôle Énergie* Île-de-France afin de sensibiliser et mobiliser les collectivités locales. •

*Sigeif, SDESM, SIPPEREC, SMEDGTVO et SEY78

INTERVIEW



Jean-Michel PhilipDirecteur général adjoint du Sigeif

LUTTER CONTRE LES ENDOMMAGEMENTS DE RÉSEAU

Comment le Sigeif s'implique-t-il dans ce dispositif?

Afin d'optimiser et de coordonner leurs actions au service de toutes les collectivités franciliennes, le Sigeif et les quatre autres autorités organisatrices du service public local de distribution d'énergie ont constitué, en 2017, un pôle Énergie Île-de-France. Parmi les actions menées en commun, la réduction des endommagements sur réseaux est apparue comme un enjeu majeur de sécurité pour chacun des syndicats du pôle Énergie. Il a été ainsi décidé de communiquer auprès de nos adhérents respectifs, soit environ 1000 collectivités locales, et de partager le dispositif « Balises de sécurité 2018-2024 » dédié à la prévention des risques travaux sur leur territoire. Le Sigeif a participé activement aux diverses manifestations qui se sont tenues dans les préfectures (Yvelines, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise). Elles ont été l'occasion de réunir les différentes parties prenantes: opérateurs, établissements publics et directions de services techniques communaux pour échanger sur les pratiques employées par les uns et les autres et de diffuser les meilleures d'entre elles.

Quelles démarches avez-vous mises en place pour faciliter le portage du dispositif sur votre territoire?

Afin de poursuivre le travail de sensibilisation de nos collectivités, nous avons réalisé, avec GRDF, un bilan pluriannuel des endommagements de réseau pour chaque commune. Ce document permet aux services techniques communaux de prendre conscience du niveau de sécurité* sur leur territoire, ce qui les encourage à la mise en œuvre rapide du dispositif « Balises de sécurité 2018-2024 ». Nous avons également organisé, en octobre 2019, une matinale d'information dédiée aux endommagements sur réseaux afin de faire connaître ce dispositif.

Comment pouvons-nous aller plus loin dans la baisse des endommagements de réseaux?

Les apports du décret anti-endommagements ont produit des effets positifs. Toutefois, beaucoup de progrès restent à faire! Il est impératif que les maîtres d'ouvrage et les entreprises prennent conscience des multiples dangers liés à l'exécution des travaux à proximité des réseaux sensibles. La formation et la sensibilisation de ces acteurs sur les risques encourus par les personnes et les biens sont primordiaux. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons organisé durant 18 mois plusieurs sessions de formations AIPR** habilitantes destinées aux agents territoriaux des communes. À ce jour, 200 cadres techniques ont suivi ces formations. Cependant, de nombreuses mauvaises pratiques subsistent. Elles ne doivent plus être acceptées que ce soit l'emploi inapproprié de la pelle mécanique dans le fuseau d'incertitude des ouvrages ou l'absence de marquage et piquetage initial sur les chantiers. Les collectivités locales gestionnaires de voirie doivent davantage s'engager dans la lutte contre les endommagements sur les réseaux de distribution de gaz et d'électricité, d'autant qu'elles en sont propriétaires. Certaines d'ailleurs sont exemplaires sur le sujet.

EN BREF

OPEN DATA ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN ESSONNE

La Communauté Départementale de la Transition Écologique de l'Essonne (CDTE 91) réunit les élus et techniciens en charge du développement durable et de l'énergie des collectivités de l'Essonne. Elle accompagne des établissements publics locaux dans la réalisation de leur Plan Climat Air Énergie de Territoire. Le 28 juin dernier, la CDTE a présenté le baromètre de la transition énergétique dans le 91. Réalisé en partenariat avec GRDF, il a pour objectif de fournir un état de la situation et des perspectives en Essonne à partir de données disponibles en open-data.

DES ACTEURS ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

À l'invitation du Val-de-Marne, territoires et acteurs de l'énergie ont signé en juin un partenariat pour combattre la précarité énergétique. Il s'agit de généraliser aux 47 communes du département une initiative faisant intervenir des ambassadeurs de l'énergie au domicile de familles modestes. Testé depuis plusieurs années sur trois communes, le programme bénéficie du soutien de GRDF et d'autres partenaires engagés. De son côté, GRDF travaille avec le territoire Paris Est Marne & Bois (PEMB) à remplacer les chaudières à fioul par des chaudières performantes au gaz, afin de réduire de 30% la facture d'énergie.

QUAND LES RESTAURATEURS DEVIENNENT PRODUCTEURS D'ÉNERGIE VERTE



Pour sensibiliser les habitants de Fontainebleau aux enjeux de l'alimentation durable et à la préservation des ressources de l'océan, GRDF et l'ONG Ethic Océan ont participé aux Naturiales, évènement annuel dédié à la préservation du patrimoine écologique et au développement durable.

Dans le cadre de l'opération «Assiette durable », les deux partenaires mobilisent les acteurs de la restauration collective et commerciale afin de minimiser le gaspillage alimentaire et de valoriser les biodéchets grâce au compostage et à la méthanisation.

DES PROFESSIONNELS DU GAZ AMBASSADEURS DU GAZ VERT

Alexis Lepeu, un des six agriculteurscéréaliers propriétaires du méthaniseur d'Ussy-sur-Marne, a accueilli le temps d'une visite des professionnels du gaz (chauffagistes, plombiers...). Cette démarche inédite visait à les sensibiliser aux enjeux de la production locale de gaz vert. Les professionnels du gaz franciliens sont désormais mieux informés et peuvent se faire ambassadeurs du gaz vert auprès de leurs clients.

^{*}Le niveau de sécurité se mesure par le nombre d'endommagements rapporté à 100 Déclarations d'intervention de commencement de travaux (DICT) lors des travaux à proximité du réseau de distribution de gaz, toutes maitrises d'ouvrages confondues.

^{**} Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux